

Questions orales

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, nous n'avons pas l'intention de créer des ennuis aux Canadiens, mais plutôt de protéger et de maintenir les emplois de milliers de nos concitoyens qui s'occupent de produire, de distribuer et de vendre des voitures et des pièces d'automobiles. Si le député était sérieux, il s'adresserait plutôt à ses collègues, notamment les députés de Halton, de Perth et de Mississauga-Sud, qui réclament une intervention encore plus directe, plus brutale et plus rigoureuse que les mesures raisonnables que nous avons prises ces dernières semaines.

L'INSPECTION DOUANIÈRE DES NAVIRES TRANSPORTANT DES IMPORTATIONS DU JAPON

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord): Madame le Président, le ministre aura l'occasion de leur parler. Il reste qu'en ce moment, les douaniers fouillent certaines cabines des membres d'équipage de navires qui transportent les voitures, vérifient les licences des officiers bref, harcelent les équipages. Je voudrais savoir si les hauts fonctionnaires de son ministère ou du ministre d'État au commerce international ont donné l'ordre au personnel des douanes de procéder à ces vérifications. Par ailleurs, le ministre pense-t-il qu'en agissant ainsi, et sachant que notre balance commerciale avec le Japon est déficitaire, nous allons amener les Japonais à acheter davantage de produits canadiens qu'à l'heure actuelle?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, il est exact que le Japon nous vend pour 1.5 milliard de dollars de voitures et de pièces automobiles et qu'en dépit des efforts répétés du secteur privé avec le soutien du gouvernement, le Japon ne nous a acheté l'an dernier que pour 6 millions de dollars de pièces automobiles, soit 2 millions de moins que l'année précédente.

● (1430)

Pour ce qui est des vérifications douanières dont parle le député, elles sont tout à fait légales jusqu'à preuve du contraire. Le député nous suggère-t-il de ne pas appliquer les dispositions de la législation douanière ou les règlements concernant la pollution ou la sécurité? Si le député s'intéresse vraiment à la question, pourquoi n'essaie-t-il pas de convaincre certains de ses collègues conservateurs, dont le député de Halton (M. Jelinek) et celui de Perth (M. Jarvis) de ne pas réclamer du gouvernement des mesures qu'il ne juge pas nécessaire de prendre pour l'instant.

Mlle MacDonald: Agissez, que diable!

M. Gray: Ses critiques, c'est à ses collègues qu'elles s'adressent et non à nous qui tâchons de résoudre de façon satisfaisante et convenable pour les deux parties le conflit d'intérêt qui

nous oppose au Japon, tout en préservant nos échanges commerciaux et en tenant compte également des besoins des travailleurs canadiens dont le député semble faire peu de cas.

Mme le Président: Le député de Halton.

M. Jelinek: Madame le Président, le ministre nous a habitués à toutes sortes de foutaises, mais cette fois, il dépasse les bornes. Le ministre sait fort bien que près de 50,000 travailleurs de l'industrie automobile ont été mis à pied à cause de l'inertie du gouvernement. Je tiens à lui dire que ce n'est pas en agissant comme à Vancouver que l'on va créer des emplois.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Otto Jelinek (Halton): Madame le Président, le ministre de l'Industrie et du Commerce peut-il dire à la Chambre et, ce qui importe davantage, peut-il dire à l'industrie automobile une fois pour toutes quelle politique son gouvernement a adoptée pour aider les travailleurs de l'automobile qui sont sans emploi? Je demande au ministre de nous le dire dès aujourd'hui parce que l'industrie ne peut pas continuer à fonctionner sans savoir à quoi s'en tenir. Je demande au ministre de nous donner une réponse.

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, nous avons pris des mesures pour renforcer et protéger notre industrie et les emplois des travailleurs Canadiens. Mais ce qui serait plus utile, c'est que mon honorable ami nous dise quelle est la politique de son propre parti à cet égard.

M. Gamble: Quelle arrogance.

M. Gray: Est-ce que les propos du député de la Colombie-Britannique ou ce qu'il nous demande de faire depuis plusieurs semaines reflètent la politique de son parti? Pourquoi ne vous mettez-vous pas d'accord?

M. Jelinek: Nous avons une ligne de conduite. Vous n'agissez pas.

LE CHÔMAGE DANS L'INDUSTRIE

M. Otto Jelinek (Halton): Madame le Président, puisque nous n'obtenons pas de réponse du ministre de l'Industrie et du Commerce, j'adresserai ma question supplémentaire au très honorable premier ministre. Puisque les négociations entamées il y a deux ans par le ministre d'État chargé du Commerce international et le ministre de l'Industrie et du Commerce ont échoué lamentablement pour ce qui est de l'importation de véhicules japonais, le premier ministre peut-il dire à la Chambre et à l'industrie automobile du Canada, qui subira peut-être des torts irréparables si l'on n'intervient pas le plus vite possible, quelle est la politique de son gouvernement à l'égard des 50,000 chômeurs de l'industrie automobile et du taux de chômage croissant dans ce secteur important de notre économie?